

ou sont renvoyés d'où ils viennent, les aéro-nefs d'Air Canada étant dans l'impossibilité d'atterrir à Halifax. Cela semble un procédé relativement simple d'envoyer la limousine de la société aérienne, avec son personnel, ramener les passagers de la piste de rechange à Halifax. Bien des millions ont été dépensés à Greenwood et bien des contribuables, qui passent des heures à Stephenville, commencent à se poser des questions sur la vie en général et sur le gouvernement en particulier, quand ils téléphonent à la maison dans la vallée pour informer leurs femmes et leurs enfants qui les attendent du malheureux changement d'itinéraire. Et leurs femmes, dans toutes les conditions, disent, comme elles le font ordinairement, que dans la vallée le plafond est élevé et le temps clair.

Monsieur l'Orateur, je viens maintenant à la mer, que l'honorable ministre, venant des Maritimes, chérit particulièrement. Mais qu'il essaye, avec toute sa compétence et son expérience de la navigation face au vent, que ce soit en politique ou autrement, d'accoster la goélette qu'il a déjà eue au quai de Digby, par n'importe quel coup de vent.

**L'hon. M. Pickersgill:** Ce serait impossible puisque je l'ai perdue.

**M. Nowlan:** C'est difficile même avec celle que nous avons pour faire la navette avec Saint-Jean. Je sais que le ministre a entendu les nombreuses instances au sujet du quai insuffisant de Digby et du service archaïque de transbordeurs pour Saint-Jean. Au temps des voiliers et des premiers vapeurs, la Nouvelle-Écosse avait un service suffisant à destination de la Nouvelle-Angleterre et des marchés canadiens du Nord. Mais, alors qu'il y a eu progrès dans tous les autres domaines, l'unique service de transbordeurs de tout l'Ouest de la Nouvelle-Écosse vers le reste du Canada et le marché montréalais, via Saint-Jean, n'a cessé de décliner.

Les membres du comité peuvent-ils croire, en cette époque du transport par tracteurs-remorques, que le transbordeur du Pacifique-Canadien entre Saint-Jean et Digby ne peut recevoir les camions de plus d'une demi-tonne? Et ce port est censé être le terminus est d'une compagnie nationale qui s'acquitte de ses responsabilités envers les gens des Maritimes.

Monsieur le président, l'absence de moyens modernes de transport vers les marchés de la Nouvelle-Angleterre, de Montréal et de Toronto paralyse l'expansion de la partie ouest de la Nouvelle-Écosse. Cette lacune de moyens de transport, non seulement empêche toute expansion de l'industrie, mais elle étouffe ce que nous possédons déjà. Non seulement éprouvons-nous des difficultés à acheminer nos marchandises vers le marché, mais à cau-

se de notre système compliqué et interminable de transbordement, nous avons des difficultés à surmonter pour obtenir l'outillage et les pièces nécessaires à l'entretien de nos usines.

● (8.30 p.m.)

Je crois que le ministre a déjà reconnu que ce service de transbordeur est un lien indispensable dans notre réseau national de transport. Il est indispensable, mais il n'est certainement pas efficace.

Je sais qu'une commission étudie présentement les problèmes du transport maritime, mais nous ignorons quand elle fera rapport. Une certaine rumeur veut que ce ne soit pas avant 18 mois, et nous savons tous que cela peut prendre deux ans ou plus. Pourquoi est-il nécessaire d'attendre si longtemps avant de prendre quelque disposition en vue d'améliorer un service essentiel que même le ministre reconnaît comme étant essentiel et que tous les gens dans l'Est considèrent ainsi? Il faudrait assurément entamer des négociations avec le Pacifique-Canadien afin d'établir les secteurs de responsabilité et de commencer à améliorer un service plus déplorable que celui qui existait à l'époque du cheval.

Il y a un précédent quant au genre d'initiative que pourrait entreprendre un gouvernement dynamique. Pendant plusieurs années j'ai vécu et travaillé en Colombie-Britannique. Cette expérience, je crois, m'a été enrichissante. Bien que le premier ministre Bennett et moi-même ne voyions pas les choses du même oeil sur plusieurs sujets, il accomplit des réalisations. Pendant bien des années le Pacifique-Canadien a fourni un service inefficace à l'île de Vancouver. Les gens se plaignaient. L'économie en souffrait. Finalement M. Bennett a pris des mesures; il a nationalisé le service de transbordeurs et ce dernier sert maintenant de modèle à toute la région nord-ouest du Pacifique.

Il appartient d'abord au gouvernement fédéral de maintenir et d'améliorer ce service. Si le Pacifique-Canadien ne fait pas honneur à ses engagements, le gouvernement doit agir. Masquer la question sous le couvert d'une commission ne résout pas le problème actuel. Un camion d'une demi-tonne peut assurer le transport, monsieur le président, mais il n'assure pas le service. Les gens veulent des actes. Nous espérons que le ministre agira et remplacera l'inertie par de l'action.

**M. Knowles:** Monsieur le président, qu'on me pardonne de parler de moi-même. Le présent débat m'a rappelé l'un des premiers discours que j'ai faits à la Chambre des communes, peu après mon entrée au Parlement, il y a près de vingt-quatre ans. Ce discours était une attaque contre le Pacifique-Canadien. A ce moment-là, toutefois, j'étais aussi